

AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

L'arbre et la forêt

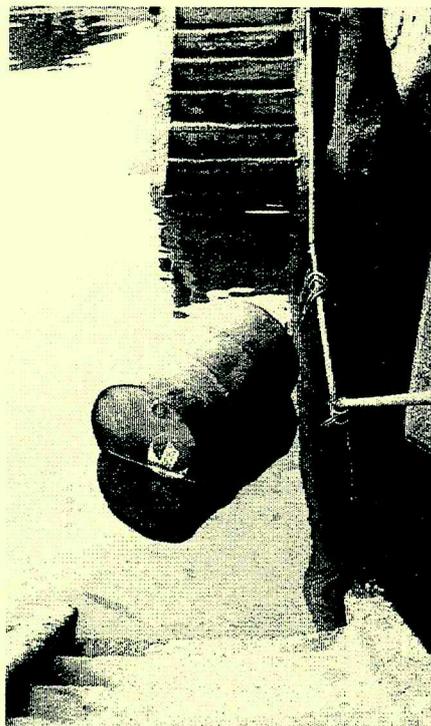
Hauts cris chez les verts: leur magistrat fraîchement élu, Robert Cramer, ne se rappelle plus du programme qu'il est censé appliqué

Robert Cramer a «maladroitement» déclaré au Journal de Genève que le prix du courant n'augmenterait pas¹, oubliant que cette mesure fait partie du programme électoral des verts, parmi de nombreuses autres destinées en fin de compte à lutter contre la pollution et le gaspillage des ressources naturelles: augmentation du prix du courant, du pétrole et de l'eau, baisse du prix du gaz, financement de l'AVS ou de la recherche sur les énergies renouvelables par des taxes sur l'énergie.

Le raisonnement des «défenseurs» de l'environnement est le suivant : plus le prix de l'énergie est élevé, plus le consommateur est poussé à rationaliser sa consommation d'énergie, réduisant, par là-même, la quantité d'énergie utilisée et les nuisances engendrées par la production et la consommation des diverses énergies. Au final, la pollution, elle aussi, est moindre.

L'argumentation n'est pas absurde, mais elle repose sur des bases pourries, dans la mesure où les écologistes laissent, complètement de côté les conditions réelles, économiques et sociales, qui entraînent la nécessité d'une remise en cause de la politique énergétique de la Suisse, et plus généralement de l'ensemble des pays développés.

Cette méconnaissance les conduit à proposer des mesures qui supposent que tout le monde est égal devant l'utilisation de l'énergie. Cette façon de voir est totalement injuste. En effet, c'est mettre sur le même pied ceux qui utilisent de l'énergie pour vivre et ceux qui vivent de l'utilisation de l'énergie, l'indi-



vidu qui se rend en automobile à son travail et l'industriel qui transforme l'énergie en bénéfice privé, en nuisant à tous. Pour le premier, l'augmentation du prix de l'énergie conduit à une péjoration de ses conditions de vie – d'autant plus dans le contexte actuel de paupérisation forcée – ; pour le second, cela entraîne une éventuelle diminution de ses bénéfices – mais soyons certains, que dans ce cas-là, certains arrangements seront toujours possibles, au nom, par exemple, de la sauvegarde de l'emploi.

Les écologistes genevois sont là dans la logique erronée de la responsabilité collective qui est celle de tous les partis

Suite en dernière page

ADRESSE AUX LECTEURS

Le collectif d'AUJOURD'HUI appliquera radicalement ses principes et ne travaillera pas pendant les vacances de Pâques. Aussi AUJOURD'HUI ne paraîtra pas les 10 et 17 avril.

Rendez-vous le 24 avril !

ABONNEMENTS

- 3 mois (12 n°): 15 FS
25 FS (soutien)
- 6 mois (24 n°): 30 FS,
50 FS (soutien)
- 12 mois (48 n°): 60 FS,
100 FS (soutien)

Etranger et commandes groupées, contactez-nous.

Règlement par CCP n° 17-471708-7

Adresse : Voir Ours p. 4

Capitalisme

Les théorèmes de l'exploitation

Russie

850e de Moscou: dessous d'un mensonge

Royaume-uni

Mise en place du travail obligatoire

AUJOURD'HUI

sur

Internet

www.tao.ca/~cas/aujourd.html

Capitalisme

Adam était un trader

Les champions du capitalisme mettent beaucoup d'énergie à tenter de prouver que le monde que nous vivons est le seul possible, car naturel

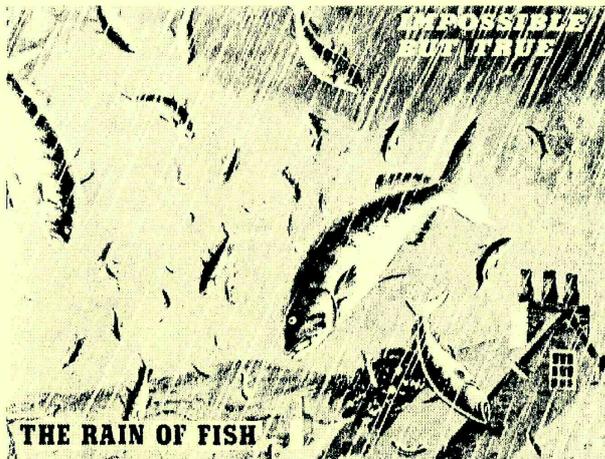
Ceux qui connaissent notre journal savent que l'on y trouve régulièrement une rubrique, que nous appelons la *Fabrique de la Vérité*, dont l'objet est de récolter certaines des «perles» du prêt-à-penser capitaliste. Un autre journal genevois a une démarche quelque peu similaire à la nôtre, à la différence notable que son entreprise ne comporte aucune dimension critique, bien au contraire, et que sa «fabrique» occupe la totalité de l'ensemble de ses numéros : il s'agit du *Temps Stratégique* (TS).

Ce qui s'écrit dans ce «journal glacieux pour l'élite» est un long plaidoyer pour le capitalisme le plus pur, tout juste entrecoupé de publicités pour des montres de luxe, des téléphones portables ou des banques privées. Autant dire qu'il ne nous est pas exactement destiné. Cela ne l'empêche pas d'être intéressant pour qui veut jeter un œil sur la préparation de la tambouille idéologique libérale.

En cela, le numéro 5 de mars/avril 1998 est exemplaire, avec la présentation d'un dossier – constitué de l'article d'un météorologue, de celui de biologistes et de celui d'un consultant en management, le tout chapeauté d'un éditorial du directeur de cette revue – dans lequel les auteurs se demandent si le chaos est régénérateur. L'occasion est belle d'observer un exemple «vivant» de la tactique, que l'on ne rencontre pas, loin s'en faut, que dans les revues glacées de l'élite, qui consiste à mettre la science au service d'une idéologie, en l'occurrence le capitalisme, afin de lui procurer une légitimité incontestable : c'est l'incessante entreprise d'établissement de l'existence d'une «Loi de la jungle» qui régènerait tout ce qui vit sur notre planète ; véritable loi universelle s'appliquant, de fait, aux sociétés humaines. Cette opération de recherche d'un Ordre est essentiellement basée sur le mélange des genres, c'est-à-dire que l'on utilise certains savoirs de disciplines scientifiques (biologie, génétique, physique) pour expliquer le fonctionnement des sociétés humaines, et justifier ce fonctionnement. Plusieurs procédés sont utilisés dans cette entreprise. Le dossier du TS a ceci de remarquable qu'il nous offre d'excellents exemples des principaux d'entre eux.

Le premier consiste à commenter, ce qui peut être, au demeurant, une vérité scientifique, au moyen d'un vocabulaire choisi pour son sens dans le langage courant. Ainsi les biologistes dans le dossier du TS emploient, systématiquement, pour expliquer l'arrivée et l'installation d'une espèce vivante dans un lieu, le mot d'« invasion », comme ils font référence à la « guerre des espèces » ; espèces qui si « elles n'ont pas à se battre pour leur habitat [...] perdent leur capacités compétitives ». Ces mêmes auteurs parlent des « ruses pour survivre » qui doivent être mises en œuvre dans la nature, comme « ne pas craindre les voyages », « muter opportunément » ou encore « être plus fort que ses concurrents », recettes étrangement semblables à celles des zélés du libéralisme économique.

Pour le second de ces procédés, il



s'agit d'entretenir la confusion sur ce dont on parle. Cela se manifeste, dans le dossier du TS, avec le choix du même mot «chaos» pour présenter des notions biologiques, économiques ou sociales, sans qu'à aucun moment ne soit établie de différence de sens. L'utilisation successive du même mot dans des contextes complètement différents produit un phénomène de brouillage, permettant d'emprunter les arguments jugés les plus efficaces, dans l'un ou l'autre des domaines du savoir, au mépris de toute rigueur et selon une cohérence totalement factice. L'auteur de l'éditorial du dossier du TS fait cela très bien. Il dresse, pour commencer, un tableau à l'emporte-pièce de la situation sociale, politique et économique mondiale : « depuis que la Guerre froide est terminée, le monde n'est-il pas devenu une machine sanglante, écrasant les individus et les peuples sans rime ni raison, faisant couler le sang à flots, jetant les vivants dans le chômage ? Le chaos, dans ces conditions, n'est pas vraiment l'image que nous nous faisons du joyeux ressourcement. Et pourtant ! ». Là, l'auteur passe à des considérations plus directement «scientifiques» – sans avoir négligé, auparavant, d'asséner quelques solides vérités héritées de nos ancêtres, comme « il n'est de mal dont ne vienne un bien » – passant en revue « les bouleversements géologiques, les assèchements, les glaciations, [etc.] », au service « du chaos, de la destruction et de la mort », sans lesquels « la vie aurait disparu depuis [...] belle lurette ». Enfin, il conclut que « si vous appartenez à une espèce inadaptée, condamnée donc à disparaître, vous ne trouvez pas [...] cette disparition particulièrement rigolote », mais il faut s'y faire car « le chaos est un dieu impitoyable [...] qui seul permet à la vie de durer ». CQFD.

Le troisième procédé qu'il nous est donné d'observer est l'injection de bouts de connaissances scientifiques d'origines diverses dans un texte qui ne l'est en aucun cas. C'est l'occasion pour l'auteur d'objectiver son opinion, d'utiliser le «prestige» des sciences pour renforcer une démonstration, de scientifier ce qui ne l'est pas. Ainsi, au cours de son article *Stratégies, osez aller jus-qu'aux limites du chaos I*, le consultant

de chez McKinsey va successivement faire appel aux sciences physiques, aux mathématiques et à la biologie, le tout étant appliqué à la stratégie d'entreprises. La théorie qu'il présente est que l'économie de marché est un « système complexe adaptatif », et que, donc, comme tel, il obéit aux « lois communes » à tous les systèmes semblables qui ont été découvertes par « les scientifiques se fondant sur les progrès de la mathématique, de la physique, de la chimie et de la biologie et utilisant la pleine capacité des gros ordinateurs modernes ». La vie économique soumise à des lois scientifiquement prouvées, ne peut, donc, être remise en cause sans contester ces lois qui la gouvernent. On a, aussi droit, entres autres joyusetés, à un panégyrique de l'organisation des fourmis, au sein de laquelle « chaque fourmi est programmée par son ADN pour obéir à un jeu de règles relativement simple », et dont l'exemple, « bonne leçon [donnée] aux PDG », doit leur « rendre l'espoir ». L'auteur établit, sans cesse, ce genre de rapports complètement abusifs, à tel point que les relever tous demanderait plus de place que ce journal ne peut en offrir.

L'efficacité de la manœuvre globale et des divers procédés sollicités est, enfin, renforcée par les rapports qu'entretiennent les textes entre eux dans un ensemble, le dossier dans le cas du TS, qui quoique totalement artificiel, offre une cohérence de façade.

Nous l'avons dit en introduction, cette entreprise du TS est loin d'être unique. En fait, elle participe d'un mouvement plus large, dans lequel sont engagés des scientifiques, des politiques, des journalistes, etc., dont le but est de faire accepter l'organisation sociale, économique et politique du monde comme «allant de soi», comme «naturelle». Contre ces gens-là et les intérêts qu'ils servent, il faut exercer son esprit critique et se rappeler que, contre toutes les lois «naturelles» de soumission, Bakounine plaçait, parmi les « trois principes fondamentaux [constituant] les conditions essentielles de tout développement humain », la révolte.

G. Amista

Russie

Moscou : orgie en temps de peste

En automne de l'année passée, la Moscou bourgeoise a fêté, avec un faste sans égal, les 850 ans de la ville. Il s'agit du jubilé imaginaire d'un événement imaginaire. En effet, n'importe quel historien peut attester qu'il n'y a pas eu d'édification de la ville en 1147. Les annales ne mentionnent qu'une étrange beuverie, organisée par un comte du nom de Yury Dolgoroky (c'est-à-dire aux-longues-mains), un homonyme de l'actuel maire de Moscou Yury Luzhkov, qui a, lui, entre ses mains, le contrôle de l'ensemble de la région. En fait, en 1147, il existait depuis plusieurs siècles déjà des habitations sur l'emplacement actuel de la ville et les premières murailles de la ville ne furent édifiées qu'en 1156. Aucune raison, donc, à un quelconque jubilé.

Mais tout ceci n'a aucune importance pour les organisateurs de la fête ! Les dirigeants avaient simplement un besoin urgent d'une «consolidation nationale», et le «bon peuple» affamé devait recevoir, si ce n'est du pain, au moins du spectacle de masse. Occasion, pour les nouveaux riches, les vainqueurs du combat pour les places au soleil du Dieu dollars ou du Dieu roubles, de se pavaner ouvertement et pleins d'orgueil. Cela valait bien la peine de se donner du mal.

Le cynisme éhonté de la situation saute au yeux. Depuis le temps des tsars, il existe en Russie une expression parlant du «village de Potemkine», du nom d'un comte qui avait érigé, en son temps, un faux village fabriqué pour masquer la pauvreté réelle à la Tsarine Catherine II. Le 850ème, fête du paraître, véritable «village

Potemkine» dans la ville de Moscou, devait cacher les plaies ouvertes de la vie russe d'aujourd'hui (pauvreté, chômage, sous-alimentation systématique de milliers de personnes qui pendant des mois ne reçoivent pas de salaire pour leur travail) ; façade brillante derrière laquelle se trouvent des fabriques fermées, des maisons délabrées, la culture et les sciences sinistrées ; mensonge dissimulant le vent de la décrépitude soufflant sur les villages à moitié détruits, le désespoir sourd, sombre et silencieux des provinces. La société russe est-elle si débordante de richesses qu'elles puissent, si facilement, jeter plusieurs milliers de dollars, pour ces fêtes, ces monuments, ces églises et autres symboles de la vanité de Luzhkov et des nouveaux riches qui l'entourent ? Cet argent n'aurait-il pas été mieux employé au paiement des arriérés de salaires ou à l'aide sociale ?

Cette fête, destinée à tirer les petites gens de leurs problèmes quotidiens, est à l'exacte image du spectacle de la vie actuelle en Russie. Les roulements de tambour du patriotisme hystérique et les hurlements chauvins sur l'«esprit russe» devaient réconcilier les opprimés avec leurs maîtres. Nous avons été comiques ! Nous avons bu et dansé. Nous avons célébré la fête de la misère commune !

Au matin les gens se sont réveillés et ont découvert que tout était comme avant, les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres, avec comme seule question : jusqu'à quand ?

Notre correspondant à Moscou Vadim D., traduit par Ch. E.

Courrier des lecteurs

Le si peu d'amour d'un Dieu potentiel «Tout-puissant»

Je suis outré par la décision de la majorité des soi-disant représentants du peuple (105 contre 53), mais guère étonné par leurs continuelles hypocrisies. Ils démontrent une fois de plus leur mépris à l'égard de la laïcité. Curieusement, ces derniers prétendent, en même temps, vouloir lutter contre les sectes (religions). Ce petit monde de «Notables» a d'ailleurs très bien été relayé par une certaine presse. Pour s'en convaincre, les articles du 18.3.98 de M. Jean-Pierre Gattoni (Matin) et de Robert Net (24 heures) sont révélateurs d'une tendance à «l'aplativentrisme» ! Religions (Sectes) – Armée – Pouvoirs politiques et économiques =

MÊME COMBAT !

Les religions (sectes) sont-elles responsables de créer la misère sociale et psychologique des humains et quels avantages ont-elles à les maintenir ? Curieusement et depuis toujours, ces dernières, pour des raisons évidentes, se battent pour maintenir des symboles éculés et cruels. Le Catholicisme utilise par la communion un symbole de cannibalisme... L'Aïd-el-Kébir proné par le Coran est une aberration de cruauté... L'abbatage rituel (Kasher) proné par la Thora n'a rien à envier à l'Aïd-el-Kébir...

Également et comme par hasard, les décideurs religieux sont presque toujours du côté des pouvoirs politiques, militaires et économiques qui oppriment les peuples du monde. Ernest L.

Dieu et les riches se partagent le pouvoir suisse

Le Conseil national veut maintenir l'invocation «Au nom de Dieu Tout-puissant» dans le préambule de la constitution suisse. Dans une démocratie, les êtres humains dans leur ensemble détiennent le pouvoir suprême. La constitution ne peut se faire que par eux et au nom d'eux. Il n'y a que les états totalitaires qui font appel à un fantôme (Allah, la race germanique, la dictature du prolétariat, etc.) et le placent au-dessus des êtres humains. Il va de soi qu'un tel appel dans le préambule de la constitution nie la démocratie.

De plus, le texte adopté par le Conseil national parle d'équité au lieu d'égalité. L'équité consiste à justifier les inégalités tout en palliant les symptômes les plus voyants. Il n'y a cependant pas de démocratie sans égalité politique et sociale. La proposition de préambule adoptée par le Conseil national est une insulte à la démocratie. Fabrice B.

Grande-Bretagne

Faire travailler les pauvres

Le gouvernement de Tony Blair affiche clairement la couleur. Oui les travaillistes veulent aider les pauvres, mais pas n'importe lesquels, seulement les pauvres méritants : ceux qui travaillent.

On nous dit que cette «générosité» sélective part de la meilleure intention du monde : il faut «remettre les chômeurs au travail, en commençant par les jeunes»¹ et combattre le «chômage héréditaire» notamment en Ulster. Ainsi, désormais, le gouvernement britannique devrait garantir un revenu hebdomadaire de 180 livres (450 francs) par semaine aux familles dans lesquelles au moins une personne travaille. De fait, cette mesure se situe dans la continuité de la politique menée par les gouvernements précédents de John Major et Margaret Thatcher : celle du dumping salarial.

La Grande-Bretagne attire les investisseurs étrangers parce que les salaires sont très bas et les travailleurs très flexibles. Le complément accordé aux salariés pauvres constitue un encouragement indirect aux entreprises qui paient mal leurs employés. D'ailleurs celles-ci sont doublement soutenues, puisqu'en plus le gouvernement va supprimer les charges patronales sur les salaires hebdomadaires inférieurs à 81 livres (200 francs) et ramener l'impôt sur les bénéfices à 30% pour les grandes firmes et à 20% pour les PME.

Pourquoi la gauche au pouvoir mène-t-elle, outre-manche, une politique qui ressemble tant à celle de la droite ? Sans doute parce que là, comme ailleurs, elle n'envisage aucunement de remettre en cause la «mondialisation»

de l'économie qui repose sur la rentabilité immédiate et optimale des capitaux. Dans ce cadre, le seul objectif économique pertinent est celui qui permet de «gagner ou garder la confiance des marchés»². Si l'on veut attirer les investisseurs privés ou institutionnels (les caisses de retraite), il y a en principe deux options : soit développer les secteurs de haute valeur ajoutée (les logiciels pour ordinateurs, les biotechnologies, etc.) qui emploient des salariés très qualifiés; soit miser sur les secteurs industriels classiques, en concurrence avec le Tiers-Monde, en leur permettant d'avoir un minimum de charges salariales et fiscales. Aujourd'hui, ces deux options se réduisent de plus en plus à une seule.

En effet, les hautes technologies ont un défaut : elles emploient peu de monde et favorisent cette société à deux vitesses dans laquelle, des «incompétents» de plus en plus nombreux, se retrouvent sur le carreau. L'avantage du chômage massif, ainsi généré, est qu'il permet de faire pression sur les performances de ceux qui ont un emploi et qui ont tout à craindre de le perdre; son inconvénient est qu'il risque d'entraîner «des troubles sociaux incontrôlables»³ et donc une perte de confiance des marchés financiers. Mais comme ces derniers craignent aussi l'inflation, la baisse du chômage doit à tout prix éviter de favoriser les revendications salariales.

C'est ce programme qui se poursuit en Grande-Bretagne, où le chômage est passé de 10% en 1992 à 4,7% aujourd'hui, sans inflation, mais grâce à une «macdonaldisation» de l'emploi : multiplication des très bas salaires, du temps partiel, des horaires flexibles...

Le baume que Tony Blair veut mettre sur les plaies ouvertes par ses prédécesseurs va certainement inspirer les politiciens d'autres contrées. D'ailleurs chez nous, les «programmes d'occupation» et autres «mesures actives» vont dans le même sens : occuper les pauvres, leur donner à la fois goût à l'effort et à la résignation, de manière à ce que la Bourse puisse continuer à monter sans trop d'accrocs.

A. Margery

1. Le Temps, 20 mars 1998.
2. Thomas Coutrot, «Quelles marges de manœuvre pour une autre politique ?», Le Monde, 10 mai 1997.
3. Ibid.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle. Editeur responsable: Claude Cantini. Tirage: 200 ex. Adresse: **AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle case postale 664, 1211 Genève 4 CCP: 17-471708-7 e-mail: edam.ch@tao.ca cas.ch@tao.ca

(Suite de la première page)

écologistes réformistes. Cette logique ignore les vraies responsabilités, celles des industriels et des financiers qui décident sciemment de l'existence d'une production polluante et dévoreuse d'énergie dans le seul but de maintenir leur niveau de profit.

Par ailleurs, les écologistes ne posent pas plus la question de la nature et de l'importance de la production, de ce qu'il est nécessaire de produire, pourquoi et pour qui. Leurs scrupules sont apaisés

par la garantie d'une production un peu plus respectueuse de l'environnement. C'est la valse des labels apposés sur des produits inutiles et décervelants qui ont toute leur place dans le rêve des écologistes politiques d'une société «écologique» de consommation, peu soucieuse du fait que les ressources naturelles soient attribuées à la production du superflu pour les intérêts de quelques uns au détriment du nécessaire de beaucoup. Où sont les Verts qui prônaient, il n'y a pas si longtemps, la «croissance zéro» ?

Nous sommes, nous aussi, pour la responsabilisation des individus, mais cela ne peut se faire qu'avec l'établissement d'une organisation sociale où la gestion des ressources naturelles, de l'énergie et les décisions concernant la production soient du ressort de tous, où toute personne puisse non seulement décider de fermer le robinet d'eau dans sa baignoire, mais aussi de la gestion des ressources en eau.

Le collectif d'Aujourd'hui

1. Le Courrier, 17 mars 1998